

**Michèle de VAUCOULEURS**

*Députée des Yvelines*

## Vice-présidents

**André CHASSAIGNE**

*Député du Puy-de-Dôme*

**Yannick FAVENNEC**

*Député de la Mayenne*

**Philippe GOSSELIN**

*Député de la Manche*

**Hervé SAULIGNAC**

*Député de l'Ardèche*

## Membres

**Pierre-Yves BOURNAZEL**

*Député de Paris*

**Jean-Michel CLEMENT**

*Député de la Vienne*

**Yves DANIEL**

*Député de la Loire-Atlantique*

**Rémi DELATTE**

*Député de la Côte-d'Or*

**Vincent DESCOEUR**

*Député du Cantal*

**Éric DIARD**

*Député des Bouches-du-Rhône*

**Jean-Paul DUFREGNE**

*Député de l'Allier*

**Nadia ESSAYAN**

*Députée du Cher*

**Jacques KRABAL**

*Député de l'Aisne*

**Sonia KRIMI**

*Députée de la Manche*

**Brahim HAMMOUCHE**

*Député de Moselle*

**Jean LASSALLE**

*Député des Pyrénées-Atlantiques*

**Constance LE GRIP**

*Députée des Hauts-de-Seine*

**Olivier MARLEIX**

*Député d'Eure-et-Loir*

**Bertrand PANCHER**

*Député de la Meuse*

**Bérengère POLETTI**

*Députée des Ardennes*

**François PUPPONI**

*Député du Val d'Oise*

**Frédéric REISS**

*Député du Bas-Rhin*

**Hubert WULFRANC**

*Député de la Seine-Maritime*



## Comité parlementaire pour un Iran démocratique

### Colloque du CPID : le rôle déstabilisateur de l'Iran au Moyen Orient

Le Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID) a tenu une conférence sur la situation en Iran, le **24 novembre 2021**, au 7<sup>e</sup> Bureau à l'Assemblée nationale. Cette réunion a coïncidé avec une large protestation populaire à Ispahan (3<sup>e</sup> ville d'Iran) réprimée brutalement faisant des dizaines de blessés et quelques centaines d'arrestations, selon les médias.

A l'ouverture de la séance la présidente du CPID, **Michèle de Vaucouleurs**, a déclaré : « *parlementaires issus de la majorité, comme de l'opposition, nous avons ensemble l'honneur de faire vivre ce comité qui s'intéresse à la question du respect des droits de l'homme et de la démocratie en Iran depuis maintenant trois législatures. (...) le CPID a fait part de son inquiétude suite à l'élection d'Ebrahim Raïssi à la présidence du régime iranien le 18 juin dernier. Raïssi est en effet directement impliqué dans les exécutions sommaires de près de 30 000 prisonniers politiques en 1988, acte qualifié de crimes contre l'humanité par des experts onusiens et de nombreuses ONG.* »

**La situation iranienne est aujourd'hui en plein bouleversement. Le régime en place semble fragilisé par un rejet massif de la population. Cette dynamique a des conséquences sur les relations internationales dans la région et vis à vis de la France.**

Invités par le CPID, deux experts et une représentante associative ont présenté leurs éclairages sur différents aspects de l'actualité iranienne :

**M. Gérard Vespierre**, chercheur et analyste géopolitique ; président de Strategic Conseils ; fondateur du site « *Le-monde-decrypte.com* », a qualifié l'état du pays de « *situation prérévolutionnaire, parce qu'on est dans un système qui crée de la pauvreté dans toutes les couches de la population* ». Selon lui, la raison de cette faillite économique « *n'est pas conjoncturelle, due aux sanctions américaines ; mais avant tout structurelle, due à une corruption endémique au plus haut niveau de l'Etat et à une mauvaise gestion de l'économie depuis 40 ans* ».

**M. Nader Nouri**, ancien diplomate iranien en poste à Paris ; secrétaire de la Fondation d'Etudes pour le Moyen-Orient (FEMO), a expliqué que « *la politique dilatoire du régime iranien dans les négociations de Vienne sur son programme nucléaire* » avait pour but de cacher ses objectifs militaires ; et que « *le comportement agressif et déstabilisateur de ce régime au Moyen Orient, loin d'être un signe de puissance, cherche surtout à éclipser sa fragilité intérieure* ».

**Mme Zohreh Bijanyar**, membre de l'Association des femmes iraniennes en France (AFIF) ; représentante de l'Association des familles **JVMI** (Justice pour les victimes du massacre de 1988 en Iran) a témoigné à propos de l'exécution de sa sœur Zahra, l'une des victimes de ce massacre. Elle a demandé « *l'intervention de la France pour que les auteurs et les commanditaires de ce crime de masse, aujourd'hui au pouvoir en Iran, soient traduits devant une juridiction internationale compétente, ainsi qu'une action de l'ONU pour une enquête indépendante sur ce génocide.* »

Dans un message vidéo à l'adresse du CPID, rappelant « *une situation sociale explosive* » dans son pays, **Mme Maryam Radjavi**, la présidente-élue du Conseil national de la Résistance Iranienne (CNRI), a notamment souligné : « *Ce régime veut faire croire que s'il est renversé, le chaos va s'installer en Iran. C'est faux. Le peuple iranien et sa résistance organisée sont capables d'établir une alternative démocratique qui assurera la paix et la stabilité dans la région.* »

**Philippe Gosselin**, rappelant l'attentat à la bombe déjoué en juin 2018 à Villepinte, lors d'un grand rassemblement du CNRI, a soulevé le verdict d'un tribunal en Belgique ayant condamné à 20 ans de prison ferme, pour tentative de crime terroriste, « *un diplomate accrédité par l'Iran* ». Il est donc « *totallement impossible de ne pas y voir la main de l'Etat iranien lui-même* ». A la veille de la présidence française de l'Union européenne, « *il est essentiel que la France s'engage pour une politique de fermeté et dans un dialogue plus exigeant vis-à-vis de l'Iran* », a-t-il expliqué.

Pour **André Chassaigne**, « *contrairement à certaines idées reçues, la perspective politique que représente le Conseil national de Résistance iranienne montre qu'il existe une alternative démocratique capable d'instaurer une république pluraliste fondée sur la séparation de la religion de l'Etat, l'égalité des femmes et des hommes, l'autonomie des minorités et un Iran non-nucléaire.*»

Les deux autres vice-présidents du CPID, Yannick Favennec et Hervé Saulignac, étaient excusés.

Trois membres de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, également adhérents au CPID ont aussi pris la parole :

**Jean-Michel Clément** a évoqué « *la chaîne des pays Liban, Syrie, Irak, Yémen, où le pouvoir iranien mène une politique de déstabilisation* » et a souligné l'affaiblissement significatif de l'influence du régime dans les zones à majorité chiites, estimant que « *si on peut arriver à rompre cette chaîne, peut être que l'Iran perdra aussi de l'influence et en tout cas ne pourra pas être sur tous les fronts.* »

**Bérandère Poletti** a commenté les vidéos projetées pendant la séance : « *à côté des préoccupations au sujet du nucléaire, c'est toute une population qu'on aimerait voir accéder à plus de liberté et une vie décente. Parce que la crise sociale gronde. On a vu les troubles causées par la pénurie de l'eau à Ispahan. Et quand on est femme, on comprend l'attitude brutale réservée aux femmes dans ce pays. Tout ça nous nous anime énormément. L'Iran est un pays historiquement ami de la France et qui souffre depuis 40 ans.* »

S'agissant des discussions sur l'Iran au sein de la commission des Affaires étrangères, **Valery Thomas** a rappelé : « *c'est vrai que la question iranienne revient très souvent ; malheureusement je pense qu'on a ce regard limité qui est focalisé sur le nucléaire, et qu'on ne traite pas cette question sous une dimension plus globale. Nous rêvons tous d'un Iran démocratique ; et ce qu'on doit avoir très prégnant dans la tête, c'est cette population qui vit depuis de longues années sous le joug des mollahs. Et particulièrement en tant que femme, c'est vraiment un combat qu'il est nécessaire de mener.*»

Les députés **Frédéric Reiss** et **Yves Daniel**, membres du CPID, présents pendant cette réunion, ont exprimé leur engagement sur les objectifs du Comité et leur solidarité avec le soulèvement des iraniens pour la liberté.

A la lumière de l'ensemble de ces éléments économiques, politiques, sociaux, et l'urgence qu'impose l'actualité iranienne, le CPID suggère à la commission des Affaires étrangères et à son président de se saisir de la question iranienne, en prenant en considération l'aspiration du peuple iranien pour une vraie démocratie et en invitant les experts et témoins auditionnés lors de cette réunion à contribuer à leurs réflexions sur ce grand dossier.

**Paris, le 14 décembre 2021**

*Pour le CPID*

**Philippe Gosselin**

**Michèle de Vaucouleurs**

**André Chassaigne**